



NOTE D'ANALYSE

30 juin 1960 - 30 juin 2026

**SOUVERAINETÉ SCIENTIFIQUE ET
DÉVELOPPEMENT ENDOGÈNE EN RDC :**
**Sortir de la dépendance épistémique
par la production locale des savoirs**

Bobo B. KABUNGU



MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, UNIVERSITAIRE,
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET
INNOVATIONS

CENTRE
DE RECHERCHE
EN SCIENCES HUMAINES



Jun 2026

À la veille du 66^{ème} anniversaire de l'indépendance de la République Démocratique du Congo, le Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH) propose cette note d'analyse, sous la plume de l'un de ses chercheurs, consacrée aux enjeux de souveraineté scientifique et de développement endogène. Dans un contexte international marqué par l'économie de la connaissance, les transitions technologiques et la recomposition géopolitique mondiale, cette réflexion vise à alimenter le débat scientifique et stratégique sur la place de la production locale des savoirs dans la transformation structurelle de la RDC. La souveraineté scientifique constitue aujourd'hui l'un des nouveaux visages de la souveraineté nationale.



RESUME ANALYTIQUE

À l'occasion du 66^{ème} anniversaire de l'indépendance de la République Démocratique du Congo (RDC), cette note d'analyse examine les relations entre souveraineté scientifique, dépendance épistémique et développement endogène. Elle défend l'idée selon laquelle l'autonomie politique et économique d'un État demeure incomplète tant que celui-ci reste structurellement dépendant des paradigmes intellectuels, des technologies et des dispositifs de production des connaissances contrôlés à l'extérieur.

En mobilisant les approches de la théorie de la dépendance, de la croissance endogène, de la justice cognitive et des épistémologies africaines, l'étude met en évidence les mécanismes historiques et institutionnels qui limitent la capacité de la RDC à produire des savoirs adaptés à ses réalités économiques, sociales et culturelles. La faiblesse du financement national de la recherche, l'extraversion académique, la dépendance aux financements extérieurs et la marginalisation des savoirs endogènes apparaissent comme des facteurs majeurs de vulnérabilité scientifique.

La note propose également un cadre économétrique exploratoire permettant d'analyser empiriquement les interactions entre capacités scientifiques nationales, dépendance épistémique et développement endogène. Elle plaide enfin pour la mise en œuvre d'une véritable politique nationale de souveraineté scientifique fondée sur le financement durable de la recherche, la transformation des universités, la valorisation des langues nationales, l'intégration des savoirs locaux et le développement d'une diplomatie scientifique africaine.

Dans un contexte mondial marqué par la compétition technologique, la transition énergétique et l'économie de la connaissance, la production locale des savoirs apparaît désormais comme un levier stratégique de souveraineté économique, de transformation structurelle et de développement durable.

Introduction

Soixante-six ans après son accession à l'indépendance, la République Démocratique du Congo demeure confrontée à une interrogation fondamentale : peut-il exister une souveraineté politique durable sans souveraineté scientifique ? Derrière cette question se joue en réalité la capacité du pays à penser son propre développement, à produire ses référentiels analytiques et à élaborer des politiques publiques adaptées à ses réalités historiques, économiques et socioculturelles.

La mondialisation contemporaine repose désormais autant sur la maîtrise des connaissances que sur le contrôle des ressources matérielles. Les États qui dominent l'économie mondiale sont également ceux qui contrôlent les technologies stratégiques, les infrastructures scientifiques, les données numériques et les principaux centres de production des savoirs. Dans cette configuration, la dépendance scientifique constitue une forme moderne de dépendance structurelle.

Pour plusieurs auteurs africains, cette situation résulte d'une « dépendance épistémique » héritée de la colonisation et prolongée par les asymétries du système mondial de production des connaissances (Hountondji, 1990 ; Mudimbe, 1988). L'Afrique reste largement consommatrice de savoirs produits ailleurs, alors même que ses réalités économiques, environnementales et sociales nécessitent des approches spécifiques.

Dans le cas de la RDC, cette dépendance se manifeste notamment par la faiblesse du financement national de la recherche ; la dépendance aux expertises extérieures ; la marginalisation des savoirs locaux ; l'extraversion des systèmes universitaires et la faible articulation entre recherche, innovation et transformation productive.

La présente note défend l'idée selon laquelle la souveraineté scientifique constitue une condition stratégique du développement endogène. Elle propose également, dans un encadré méthodologique spécifique, un cadre économétrique exploratoire permettant d'évaluer les interactions entre capacités scientifiques nationales, dépendance épistémique et développement.

Cette problématique devient d'autant plus stratégique que les nouvelles hiérarchies internationales se structurent désormais autour de la maîtrise des technologies numériques, de l'intelligence artificielle, des données et des capacités d'innovation. Dans cette économie mondiale de la connaissance, les États incapables de produire leurs propres savoirs risquent de demeurer durablement dépendants des centres extérieurs de décision scientifique et technologique.

Cette note repose sur une approche analytique qualitative mobilisant les apports de l'économie politique du développement, des théories de la dépendance, des approches de la croissance endogène et des épistémologies africaines. Elle s'appuie également sur une revue sélective de la littérature scientifique ainsi que sur une réflexion prospective relative aux politiques publiques de souveraineté scientifique dans le contexte congolais et africain.

1 Dépendance épistémique et souveraineté scientifique : fondements théoriques

1.1. Dépendance scientifique et économie politique mondiale

La dépendance scientifique peut être interprétée comme une extension contemporaine des rapports centre-périphérie analysés par les théories de la dépendance. Selon Prebisch (1950), Frank (1966) ou Amin (1973), les économies périphériques demeurent structurellement intégrées au système mondial dans une position subordonnée.

Cette dépendance ne concerne pas uniquement les échanges commerciaux ou financiers; elle s'étend également à la production des connaissances, des technologies et des instruments d'analyse. Les pays périphériques exportent des matières premières mais importent souvent les technologies, les équipements stratégiques, les logiciels, les modèles institutionnels et les paradigmes intellectuels servant à penser leur propre développement.

La dépendance épistémique devient ainsi une dimension structurelle de la dépendance économique.

1.2. La critique de la « bibliothèque coloniale »

Mudimbe (1988) explique que la colonisation a produit une « bibliothèque coloniale » à travers laquelle l'Afrique a longtemps été pensée selon des catégories extérieures. Les savoirs locaux furent souvent marginalisés, folklorisés ou considérés comme non scientifiques.

Cette domination cognitive a durablement influencé les systèmes éducatifs, les langues d'enseignement, les mécanismes de validation scientifique, les priorités académiques et les politiques publiques. Hountondji (1990) critique également l'« extraversion » de la recherche africaine, orientée principalement vers les attentes académiques du Nord plutôt que vers les besoins locaux.

1.3. Croissance endogène et économie de la connaissance

Les théories contemporaines de la croissance considèrent désormais la connaissance comme un facteur stratégique de développement. Lucas (1988) et Romer (1990) montrent que l'innovation, l'apprentissage, le capital humain et la recherche scientifique génèrent des externalités positives capables de soutenir durablement la croissance économique.

Dans cette perspective, les capacités scientifiques nationales deviennent des facteurs de compétitivité internationale. La faiblesse des systèmes nationaux de recherche peut ainsi limiter la transformation industrielle, l'innovation technologique, la diversification économique et l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales.

Pour un pays comme la RDC, riche en minerais stratégiques mais encore faiblement industrialisé, la souveraineté scientifique apparaît donc comme un enjeu majeur de transformation structurelle.

1.4. Justice cognitive et pluralisme épistémologique

Les approches de la justice cognitive insistent sur la nécessité de reconnaître la pluralité des modes de production des savoirs (Santos, 2014 ; Visvanathan, 2009). La justice cognitive ne consiste pas à opposer savoirs modernes et savoirs locaux, mais à promouvoir leur complémentarité dans une logique de pluralisme épistémologique.

Dans le contexte congolais, cette approche implique la valorisation des langues nationales, l'intégration des savoirs communautaires, le dialogue entre universités et communautés locales et une meilleure articulation entre recherche scientifique et besoins sociaux.

2 Les manifestations de la dépendance scientifique en RDC

2.1. Une recherche structurellement sous-financée

Le financement de la recherche demeure largement insuffisant en RDC. Les universités et centres de recherche disposent de moyens limités, tandis que les infrastructures scientifiques restent fragiles.

Cette situation produit plusieurs effets : faible production scientifique, vétusté des laboratoires, fuite des cerveaux, dépendance aux financements extérieurs, difficultés de valorisation de la recherche. L'absence de financement durable réduit également la capacité du pays à définir ses propres priorités scientifiques.

Cette dépendance apparaît particulièrement dans des secteurs pourtant stratégiques pour l'économie congolaise. Malgré son rôle central dans la production mondiale de cobalt et de cuivre, la RDC continue d'exporter l'essentiel de ses minerais sous forme brute, tandis que les technologies de transformation, de raffinage et de valorisation industrielle restent majoritairement contrôlées à l'extérieur. Cette situation illustre l'articulation entre dépendance économique, dépendance technologique et dépendance scientifique.

Il sied de souligner que, selon l'UNESCO (2021), l'Afrique représente moins de 3% des dépenses mondiales de recherche et développement et moins de 2% des publications scientifiques mondiales, alors qu'elle regroupe près de 18% de la population mondiale. Cette asymétrie illustre les déséquilibres persistants de l'économie mondiale de la connaissance.

2.2. L'extraversion académique

Les chercheurs africains publient souvent dans des revues internationales selon des standards définis à l'extérieur du continent.

Cette situation influence les objets de recherche, les méthodologies, les langues scientifiques et les cadres théoriques mobilisés. L'université tend alors à fonctionner davantage comme un espace de validation externe que comme un instrument de transformation nationale.

2.3. La marginalisation des savoirs endogènes

Les savoirs locaux restent encore insuffisamment intégrés dans les politiques publiques et les systèmes éducatifs. Pourtant, la RDC dispose d'un important patrimoine de connaissances dans l'agriculture, la pharmacopée, la biodiversité, la gestion communautaire, la médiation sociale et la résilience environnementale. Leur marginalisation réduit les possibilités d'innovation adaptées aux réalités locales.

Les crises sanitaires récentes, notamment Ebola, la Covid-19 ou encore le Mpox, ont également mis en évidence les limites des capacités scientifiques africaines dans les domaines de la recherche biomédicale, de la production pharmaceutique et de la souveraineté vaccinale. Elles ont rappelé l'importance stratégique de disposer de systèmes nationaux de recherche capables de répondre rapidement aux urgences sanitaires.

3 Souveraineté scientifique et développement endogène

Le développement endogène suppose qu'un pays puisse mobiliser ses propres ressources intellectuelles, humaines et institutionnelles pour définir sa trajectoire de transformation économique. Dans cette perspective, la souveraineté scientifique constitue un levier stratégique de développement. Les pays disposant de capacités scientifiques solides sont généralement mieux positionnés pour industrialiser leur économie, développer des innovations locales, maîtriser les technologies stratégiques, transformer leurs ressources naturelles et réduire leur dépendance extérieure.

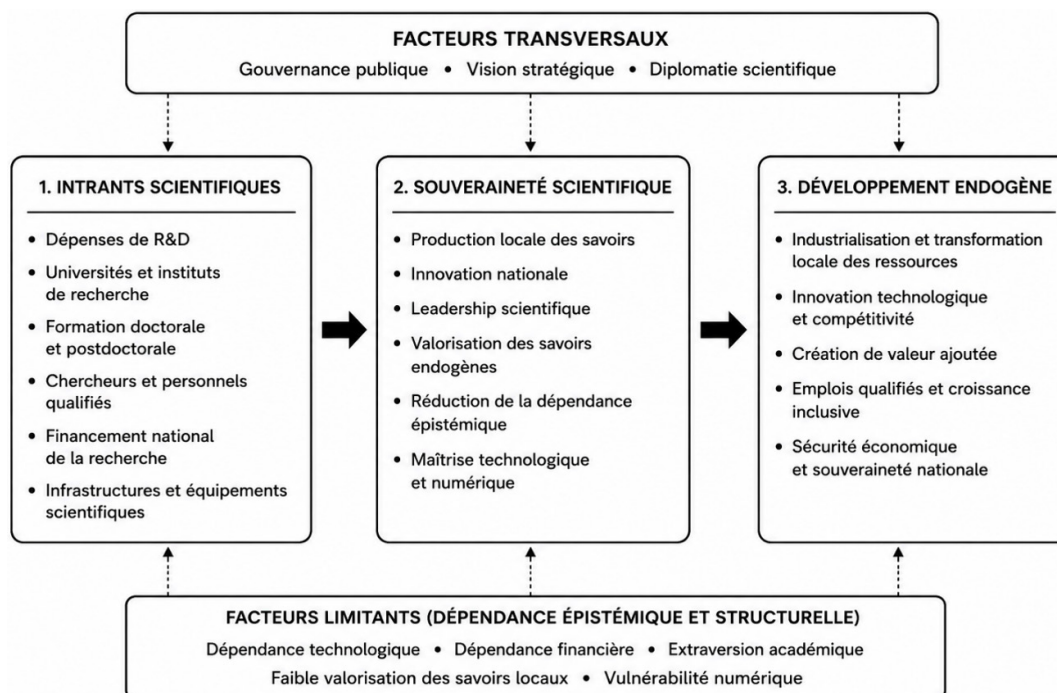
La RDC possède plusieurs atouts majeurs: ressources minières critiques, potentiel énergétique, biodiversité exceptionnelle, forte démographie, richesse culturelle. Cependant, sans capacités scientifiques nationales robustes, ces ressources risquent de continuer à alimenter principalement les chaînes de valeur étrangères.

L'ensemble de ces éléments montre que la question scientifique ne peut plus être considérée comme un enjeu périphérique du développement. Elle constitue désormais une dimension centrale de la souveraineté économique, technologique et institutionnelle des États contemporains.

Au-delà des approches théoriques et qualitatives, l'analyse de la souveraineté scientifique peut également être approfondie à travers des outils économétriques susceptibles d'objectiver les interactions entre capacités scientifiques nationales, dépendance épistémique et trajectoires de développement.

Les interactions entre capacités scientifiques nationales, souveraineté cognitive et transformation structurelle peuvent être résumées à travers l'architecture systémique suivante.

Figure : Architecture systémique de la souveraineté scientifique et du développement



Source : L'auteur.

Cette figure met en lumière les interactions entre les capacités scientifiques nationales, les mécanismes de souveraineté cognitive et les dynamiques de développement endogène. Elle souligne que la transformation structurelle de l'économie congolaise dépend non seulement de la disponibilité des ressources naturelles, mais également de la capacité du pays à produire, maîtriser et valoriser ses propres connaissances dans un contexte mondial marqué par la compétition technologique et l'économie de la connaissance.

Il sied de mentionner que cette question apparaît particulièrement stratégique dans le contexte des minerais critiques indispensables à la transition énergétique mondiale. Sans maîtrise scientifique et technologique suffisante, la RDC risque de demeurer essentiellement exportatrice de matières premières, tandis que les segments à forte valeur ajoutée des chaînes mondiales continueront d'être contrôlés à l'extérieur.

Encadré méthodologique : Approches de modélisation économétrique de la souveraineté scientifique et du développement endogène en RDC

Afin de compléter l'analyse théorique, une approche économétrique pourrait permettre d'évaluer empiriquement les relations entre souveraineté scientifique, dépendance épistémique et développement endogène.

Modèle 1 : La souveraineté scientifique comme facteur du développement endogène

Dans ce modèle, la variable expliquée est le développement endogène mesuré à travers l'une des grandeurs suivantes : le PIB par habitant, l'IDH, la valeur ajoutée manufacturière, les exportations technologiques ou un indice composite de développement endogène. Les variables explicatives seraient les dépenses de R&D, le nombre de chercheurs par million d'habitants, le nombre de publications scientifiques, le nombre de brevets déposés sur une période, le niveau de financement national de la recherche dans le pays ou le leadership scientifique national.

La forme générale se présenterait comme suit :

$$DEV = \beta_0 + \beta_1 R\&D + \beta_2 CHER + \beta_3 PUB + \beta_4 BREV + \beta_5 FIN + \epsilon$$

Modèle 2 : Les déterminants de la souveraineté scientifique

Pour ce modèle, la variable dépendante est l'indice composite de souveraineté scientifique. Les variables explicatives seraient les dépenses publiques d'enseignement supérieur, les dépenses nationales de R&D, le nombre d'universités, le nombre de doctorants, les infrastructures scientifiques disponibles et la qualité institutionnelle.

La forme générale serait la suivante :

$$\text{SOUV} = \beta_0 + \beta_1 \text{ENSUP} + \beta_2 \text{R\&D} + \beta_3 \text{UNIV} + \beta_4 \text{PHD} + \beta_5 \text{INST} + \varepsilon$$

Modèle 3 : Dépendance épistémique et souveraineté scientifique

Dans le cadre de ce dernier modèle, les variables de dépendance épistémique peuvent être la part du financement étranger, le taux de co-publications internationales, la dépendance technologique et la dépendance aux revues étrangères.

La forme générale serait, par exemple :

$$\text{SOUV} = \beta_0 + \beta_1 \text{R\&D} + \beta_2 \text{PUB} + \beta_3 \text{BREV} - \beta_4 \text{DEP} + \varepsilon$$

où :

$$\text{DEP} = f(\text{FINEXT}, \text{COPUB}, \text{IMPTECH})$$

Cette approche permettrait de produire des bases empiriques utiles à la formulation des politiques publiques.

Au-delà des approches analytiques, ces différents éléments soulignent surtout la nécessité pour la RDC de se doter d'une vision stratégique cohérente en matière de recherche, d'innovation et de souveraineté scientifique.

4 Vers une politique nationale de souveraineté scientifique

Les recommandations proposées dans cette note peuvent être envisagées selon trois horizons complémentaires :

- **à court terme** : renforcement du financement national de la recherche et soutien aux infrastructures scientifiques ;
- **à moyen terme** : réforme des universités et consolidation des capacités nationales d'innovation ;
- **à long terme** : construction d'une souveraineté scientifique et technologique régionale à l'échelle africaine.

Tableau : Feuille de route stratégique pour la souveraineté scientifique et le développement endogène en RDC

Horizon temporel	Priorités stratégiques	Actions proposées	Effets attendus
Court terme	Renforcement du financement scientifique	Renforcement du FNRSIT et des mécanismes nationaux de financement de la recherche	Stabilisation du financement de la recherche et réduction de la dépendance extérieure
Court terme	Réhabilitation des infrastructures scientifiques	Modernisation des laboratoires, bibliothèques et centres de recherche	Amélioration des capacités nationales de recherche
Court terme	Soutien à la formation doctorale	Bourses nationales de doctorat et appui aux jeunes chercheurs	Renforcement du capital humain scientifique
Moyen terme	Réforme des universités	Développement de la recherche appliquée et des partenariats université-industrie	Meilleure articulation entre savoirs et transformation productive
Moyen terme	Innovation et industrialisation	Création de pôles technologiques et incubateurs universitaires	Valorisation locale des ressources et création de valeur ajoutée
Moyen terme	Valorisation des savoirs endogènes	Intégration des connaissances locales dans les politiques publiques	Développement de solutions adaptées aux réalités nationales
Long terme	Souveraineté numérique et technologique	Développement de capacités nationales en intelligence artificielle, données et cybersécurité	Réduction de la dépendance technologique
Long terme	Diplomatie scientifique africaine	Participation aux consortiums africains de recherche et plateformes régionales d'innovation	Renforcement de l'autonomie scientifique africaine
Long terme	Transformation structurelle de l'économie	Développement d'une économie fondée sur la connaissance et l'innovation	Consolidation du développement endogène et de la souveraineté économique

Ce tableau présente une trajectoire progressive de consolidation de la souveraineté scientifique en RDC. Il met en évidence la nécessité d'articuler les investissements scientifiques, les réformes institutionnelles, l'innovation technologique et les politiques publiques afin de faire de la production locale des savoirs un levier stratégique de transformation économique et de développement endogène.

4.1. Construire une stratégie nationale de recherche et d'innovation

La RDC gagnerait à élaborer une véritable stratégie nationale de souveraineté scientifique définissant les secteurs prioritaires, les objectifs de formation, les mécanismes de financement, les infrastructures stratégiques et les priorités technologiques. Les domaines prioritaires pourraient inclure les minerais critiques, l'intelligence artificielle, l'agriculture tropicale, la santé publique, les énergies renouvelables, la biodiversité, la transformation industrielle.

Une telle stratégie pourrait notamment s'appuyer sur plusieurs institutions nationales existantes, parmi lesquelles les universités publiques, les centres de recherche spécialisés, les académies scientifiques ainsi que certains établissements techniques et sectoriels intervenant dans les domaines minier, agricole, énergétique ou sanitaire. L'enjeu serait de mieux articuler ces capacités nationales avec les priorités économiques et industrielles du pays.

C'est ici le lieu de mentionner que l'objectif poursuivi n'est pas de substituer de nouvelles orientations aux politiques nationales existantes en matière de recherche scientifique, mais plutôt de souligner la nécessité de leur consolidation, de leur modernisation et de leur articulation avec les défis contemporains liés à l'économie de la connaissance, à la souveraineté technologique et à l'innovation.

4.2. Renforcer et restructurer les mécanismes nationaux de financement de la recherche

Le renforcement du Fonds national de la recherche scientifique et de l'innovation technologique (FNRSIT) ainsi que des mécanismes nationaux de financement du génie congolais apparaît comme une condition importante de la souveraineté scientifique en RDC. Une telle dynamique permettrait de financer durablement les laboratoires, de soutenir les doctorants, de renforcer les revues scientifiques nationales et d'appuyer les projets de recherche appliquée.

Dans cette perspective, l'enjeu ne réside pas nécessairement dans la multiplication des structures institutionnelles, mais plutôt dans la consolidation des dispositifs existants, leur autonomie financière, leur gouvernance et leur articulation avec les priorités stratégiques nationales.

4.3. Transformer les universités en pôles d'innovation

Les universités devraient progressivement évoluer vers des modèles davantage tournés vers l'innovation, la recherche appliquée, l'entrepreneuriat technologique et les besoins territoriaux. Cette transformation renforcerait l'articulation entre universités, entreprises, collectivités et institutions publiques.

Dans un pays dont la population est majoritairement jeune, les universités et instituts supérieurs pourraient également devenir des instruments stratégiques de mobilité sociale, d'innovation entrepreneuriale et de transformation économique. Le renforcement de la recherche scientifique contribuerait ainsi non seulement à la souveraineté cognitive, mais également à la création d'emplois qualifiés et à la stabilisation sociale.

4.4. Valoriser la diaspora scientifique congolaise

La diaspora scientifique représente un capital stratégique important. Une politique nationale pourrait favoriser les réseaux scientifiques numériques, les chaires mixtes, les programmes de mobilité et les mécanismes de transfert de compétences.

4.5. Développer une diplomatie scientifique africaine

La souveraineté scientifique ne peut être uniquement nationale. Elle suppose également des coopérations régionales capables de réduire les asymétries mondiales de production des connaissances.

La RDC pourrait jouer un rôle majeur dans les consortiums universitaires africains, la recherche sur les minerais stratégiques, les plateformes de données scientifiques et les politiques africaines d'innovation.

4.6. Préserver la souveraineté numérique et technologique

À l'ère de l'intelligence artificielle et de l'économie des données, la souveraineté scientifique se prolonge désormais dans la maîtrise des infrastructures numériques, des capacités algorithmiques et des systèmes d'information stratégiques. Les États qui ne disposent pas de capacités nationales suffisantes dans ces domaines risquent de devenir de simples consommateurs de technologies conçues ailleurs. Comme le souligne l'UNCTAD (2023), les nouvelles technologies conditionnent désormais la compétitivité, l'innovation et la souveraineté économique des États.

Pour la RDC, les enjeux concernent notamment la maîtrise des données publiques stratégiques, la *cybersécurité*, l'intelligence artificielle appliquée, les infrastructures numériques, les systèmes nationaux de données scientifiques.

Une politique de souveraineté scientifique devrait ainsi intégrer une dimension de souveraineté numérique et technologique.

Dans une économie mondiale fondée sur les données, la maîtrise des infrastructures de stockage, de traitement et de gouvernance des données publiques devient également un enjeu majeur de souveraineté nationale.

Cette problématique concerne également la maîtrise des données géologiques, minières, énergétiques et environnementales, devenues des actifs stratégiques dans la compétition mondiale autour des ressources critiques et de la transition énergétique.

5

Les risques d'une absence de souveraineté scientifique

Sans capacités scientifiques nationales robustes, la RDC risque de demeurer durablement dépendante des technologies, des expertises et des paradigmes extérieurs. Cette situation pourrait limiter sa capacité à transformer localement ses ressources naturelles, maîtriser les technologies stratégiques, protéger ses données, développer une économie de l'innovation et exercer pleinement sa souveraineté économique.

À long terme, l'absence de souveraineté scientifique pourrait également accentuer les vulnérabilités numériques, industrielles et technologiques du pays dans un contexte mondial marqué par une compétition croissante autour des connaissances et des données.

Conclusion :

vers une seconde génération des indépendances africaines

À l'ère des transitions numériques, énergétiques et géopolitiques, la maîtrise des connaissances devient un instrument central de puissance. Les États qui contrôleront les technologies, les données, les capacités de recherche et les systèmes d'innovation exerceront une influence déterminante sur l'économie mondiale du XXI^e siècle.

En ce qui concerne la RDC, la souveraineté scientifique ne relève donc plus d'un simple enjeu académique ; elle constitue désormais une question stratégique de sécurité économique, de souveraineté politique et de transformation structurelle. Soixante-six ans après l'indépendance, la reconquête de l'autonomie intellectuelle apparaît ainsi comme l'un des fondements essentiels d'un véritable développement endogène.

Après les indépendances politiques du XX^e siècle et les combats pour la souveraineté économique, le XXI^e siècle pourrait être celui de la reconquête scientifique et cognitive des États africains. Pour la RDC, la capacité à produire ses propres savoirs conditionnera largement sa place dans les nouvelles hiérarchies mondiales de l'innovation, de la technologie et de la puissance. La souveraineté scientifique pourrait ainsi constituer l'un des principaux marqueurs de la seconde génération des indépendances africaines.

Références

- Amin, S. (1973). *Le développement inégal*. Éditions de Minuit.
- Frank, A. G. (1966). *The development of underdevelopment*. *Monthly Review*, 18(4), 17-31.
- Fricker, M. (2007). *Epistemic injustice: Power and the ethics of knowing*. Oxford University Press.
- Hountondji, P. J. (1990). *Scientific dependence in Africa today*. *Research in African Literatures*, 21(3), 5-15.
- Lucas, R. E. (1988). *On the mechanics of economic development*. *Journal of Monetary Economics*, 22(1), 3-42.
- Mbembe, A. (2016). *Politiques de l'inimitié*. La Découverte.
- Mudimbe, V. Y. (1988). *The invention of Africa: Gnosis, philosophy, and the order of knowledge*. Indiana University Press.
- Ndlovu-Gatsheni, S.J. (2018). *Epistemic freedom in Africa: Deprovincialization and decolonization*. Routledge.
- Prebisch, R. (1950). *The economic development of Latin America and its principal problems*. United Nations.
- Romer, P. M. (1990). *Endogenous technological change*. *Journal of Political Economy*, 98(5), S71-S102.
- Santos, B. de S. (2014). *Epistemologies of the South: Justice against epistemicide*. Routledge.
- Stiglitz, J. E. (1999). *Knowledge as a global public good*. In I. Kaul, I. Grunberg, & M. Stern (Eds.), *Global public goods* (pp. 308-325). Oxford University Press.
- Traoré, D. (2025). *Épistémologies africaines*. *Anthropen*. <https://revues.ulaval.ca/ojs/index.php/anthropen/article/view/53674>
- UNCTAD. (2023). *Technology and Innovation Report 2023*. United Nations.
- UNESCO. (2021). *UNESCO Science Report: The race against time for smarter development*. UNESCO Publishing.
- Visvanathan, S. (2009). The search for cognitive justice. In *Knowledge in question* (pp. 1-18). Sage.
- Wiredu, K. (1998). Toward decolonizing African philosophy and religion. *African Studies Quarterly*, 1(4), 17-46.

Note de l'auteur¹ :

Les analyses développées dans cette note relèvent exclusivement de la responsabilité de leur auteur et n'engagent pas nécessairement les institutions auxquelles il est affilié.



¹ Economiste, Bobo B. KABUNGU est maître de recherche au Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH).